

risé par le roi, les lords et les communes. Où est le changement? Quel est l'acte public du parlement britannique qui nous donne une nouvelle position? Quelqu'un peut-il me le dire? Lorsqu'une grande puissance renonce à une colonie ou possession, il le fait par un acte de la législature ou un décret de son souverain. Lorsque les treize Etats se séparèrent de la Grande-Bretagne, le roi et tous les héritiers de la monarchie, apposèrent leurs noms au document de renonciation. Est-ce là ce qui fut fait dans notre cas? Ne sommes-nous pas exactement au même point qu'auparavant?

L'honorable M. DOMVILLE: Non, nous sommes en dettes.

L'honorable M. ROCHE: Le Gouverneur général est venu l'autre jour et aujourd'hui nous répondons à son discours. N'est-ce pas folie de parler de changement ou d'amélioration de notre position? Je suis sujet britannique et j'espère l'être toujours. Je ne suis que l'écho de sir John Macdonald lorsqu'il disait, "Je suis sujet britannique et sujet britannique j'espère mourir".

Les faits héroïques de nos soldats sont très louables; ils ont acquis une renommée universelle. La gloire et la réputation du Canada comme pays guerrier, se sont bien maintenus.

Le Canada a-t-il jamais été une colonie? Nous disons que nous sommes sortis de l'état de colonie et que notre pays est gouverné par une monarchie indépendante ou tout ce que vous voudrez. La province de la Nouvelle-Ecosse était une colonie, et le Nouveau-Brunswick, cette partie dégénérée qui fut jadis rattachée à la Nouvelle-Ecosse, faisait partie de cette colonie. Je ne pense pas que le Canada ait jamais été une colonie de la Grande-Bretagne. Les provinces canadiennes, comme unité, ne furent jamais une colonie. Elles étaient peuplées en grande partie, d'émigrants des colonies révoltées d'Amérique et en grande partie occupées par des canadiens anglais et français qui y restèrent. Une grande partie du territoire fut enlevé aux Français ou volé aux Indiens. Les différentes provinces réunies par l'Acte britannique de l'Amérique du Nord prirent le nom de Dominion du Canada. Ce Canada est-il actuellement une puissance de la couronne anglaise oui ou non? Les honorables sénateurs qui prétendent que nous avons acquis une situation nouvelle, devraient bien nous montrer l'acte qui nous l'octroie.

Un autre exploit dont l'honorable sénateur semble faire grand cas est que les faits d'arme de nos soldats nous ont acquis d'im-

menses possessions. Où sont-elles? Nous avons dépensé \$2,000,000,000; nous avons donné les services de 500,000 hommes et ce qui est de beaucoup plus précieux, sacrifié la vie de 60,000 soldats. Qu'avons-nous eu en retour? La Grande-Bretagne a eu des vaisseaux et des colonies, et les autres pouvoirs ont saisi ce qu'ils ont pu attraper. Qu'est-ce que le Canada a obtenu comme résultat des exploits de ses héros? Rien, absolument rien. Nous avons une dette de \$2,000,000,000 et le triste spectacle de nos tombes en France et en Belgique. L'honorable sénateur se glorifie de l'obtention de la paix. Voilà une fameuse acquisition. Nous admettons tous que la cessation des hostilités avec tous ses sacrifices et ses troubles est un grand accomplissement. J'ai entendu hier le chef du gouvernement demander, d'un ton mélancolique qui tranchait singulièrement avec l'optimisme qu'il déploya plus tard, où l'on pouvait actuellement, découvrir la paix dans le monde et disant que toutes les nations étaient bouleversées et dans un état de malaise indescriptible. Où voyez-vous l'état de paix? Est-ce en Chine, au Japon, en Sibérie? Est-ce en Afghanistan, dans le Turkestan, dans l'Inde? La trouvez-vous dans les Balkans, dans le Caucase ou la Russie? La trouvez-vous dans l'Adriatique. La paix est-elle en Autriche ou en Hongrie? La voyez-vous en Allemagne? La voyez-vous en Angleterre. La paix existe-t-elle en Irlande?

L'honorable M. BENNETT: Jamais.

L'honorable M. ROCHE: Très bien; alors nous pouvons mettre de côté cette grande question de la paix, pour la simple raison que toutes les nations, particulièrement celles qui font parties de la Ligue des Nations, sont en train de s'armer secrètement et de se préparer à un autre conflit (et le conflit existe déjà dans tous ces pays).

M. Lloyd George annonçait hier que c'était une erreur que d'humilier l'Allemagne. Il y a deux ou trois ans, la Russie était notre alliée; plus tard elle fut notre ennemie et nous eûmes à lutter contre elle. Il y a deux ou trois sessions de cela, je fis une remarque dans ce sens et je fus tourné en dérision ici, dans cette Chambre. Et bien où en sommes-nous aujourd'hui? Les hommes d'Etat d'Angleterre reconnaissent que la Russie va se réhabiliter et qu'elle sera notre plus grande ennemie à l'avenir; ils préparent à cet effet une forte armée capable de lutter contre cette invasion.

Voilà ce que nous avons acquis: notre situation politique, et en dernier ressort, lorsque tout le reste ne fut plus à nos